

CITIZEN

GRIECHENLAND

Solidarität mit griechischen JournalistInnen!

SJL/Ines Kurschat

Das Luxemburger Syndicat des Journalistes erklärt sich solidarisch mit den streikenden Journalistinnen und Journalisten in Griechenland.

Am Dienstag hatte die griechische Regierung innerhalb weniger Stunden überraschend seinen Staatsrundfunk Ellinikí Radiofonia Tileóراسι (ERT) abgeschaltet. Betroffen sind die Fernsehen ET1, NET, ET3, ERT HD, ERT World, Vouli Tileorasi, sowie mehrere Radioprogramme. Somit standen rund 2900 JournalistInnen, RedakteurInnen und TechnikerInnen plötzlich auf der Straße. Aus Protest haben seitdem andere Fernseh- und Radiosender ebenfalls ihren Betrieb eingestellt. Ab morgen, Donnerstag, wollen auch die Kolleginnen und Kollegen der Printmedien streiken.

Das SJL unterstützt den Streik. Es kann nicht sein, dass eine Regierung aufgrund von Einsparungen derart massiv in die Pressefreiheit und das Recht der Bürgerinnen und Bürger auf Information eingreift. Begründet hatte die griechische Regierung das Abschalten damit, dass der Staatssender Gelder verschwendet und/oder

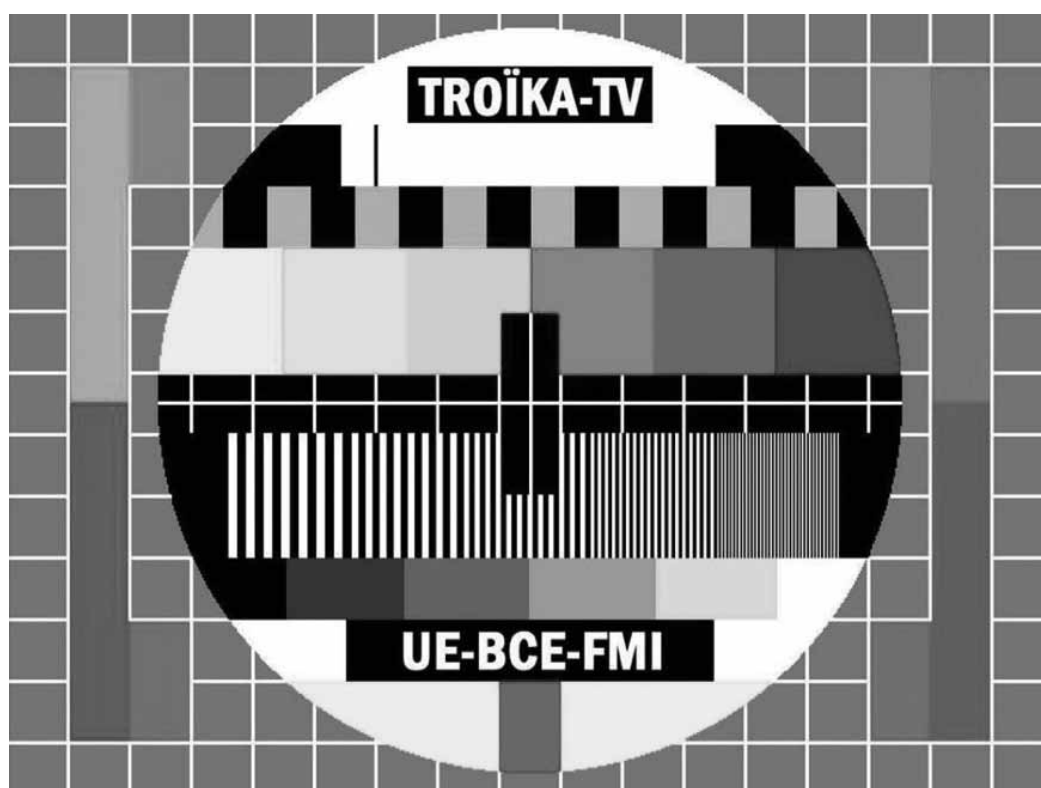
nicht transparent eingesetzt habe. Allerdings muss die griechische Regierung, um das staatliche Defizit

abzutragen, im Rahmen des Sparprogramms rund 4.000 öffentliche Stellen streichen. Das verlangt die Troi-

ka aus EU, EZB und Internationalem Währungsfonds.

Herr Premier Jean-Claude Juncker, der sich diese Woche in Griechenland aufhielt, hatte noch die Sparbemühungen der Regierung gelobt. Für die betroffenen Medien, aber auch für die griechische Bevölkerung muss sich das wie eine Ohrfeige anfühlen. Das SJL fordert die griechische Regierung, aber auch die Troika, sollte sie Druck ausgeübt haben, mit Nachdruck dazu auf, die Pressefreiheit zu respektieren.

Troika-TV: Und die Griechen gucken in die Röhre. Der EU geht eben Geld vor Pressefreiheit.



LETTRE OUVERTE

L'exemption culturelle n'est pas négociable !

ALTA/FLEC/D'Filmakademie/LARS/ULPA

L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis que l'Union européenne s'apprête à négocier inquiète le secteur créatif.

Les signataires de la présente, tous représentants des secteurs de la création, production et diffusion cinématographique et audiovisuelle s'inquiètent fortement de la position que le gouvernement luxembourgeois pourrait prendre lors du Conseil des Ministres du 14 juin à propos du mandat à donner à la Commission Européenne pour les négociations de libre-échange avec les Etats-Unis.

Ils appellent le gouvernement à prendre clairement position en faveur d'une exclusion totale du secteur audio-visuel du mandat de négociation à donner à la Commission Européenne. Rappelons à ce propos que le Parlement Européen, donc les représentants élus par les citoyens européens, se sont prononcés par un vote démocratique en date du 23 mai dernier demandant que l'Union et ses Etats membres maintiennent la possibilité de „préservier et de développer leurs politiques culturelles et audiovisuelles“. Une majorité écrasante a voté en faveur de l'exclusion totale du secteur.

Afin de rassurer le secteur, la Commission Européenne prône sa stratégie « de la ligne rouge » qui ne serait pas dépassée et qu'aucune concession ne serait faite par rapport à la situation actuelle garantissant la liberté de chaque pays de réglementer et de soutenir sa culture au meilleur intérêt des citoyens. Le commissaire De Gucht a cependant déjà franchi la ligne rouge en statuant expressément que les services « online » devraient faire partie des négociations ! Si l'Europe suit cette ligne, ce seront bientôt exclusivement les géants étatsuniens de diffusion par nouvelles technologies qui décideront quelles œuvres

seront promues de manière privilégiée voire exclusive.

Les nouvelles technologies apportent des opportunités nouvelles et dynamiques, également pour la création en Europe. Elles doivent donc être poussées par les pays européens, ceci dans un cadre assurant la pérennité de la diversité culturelle qui caractérise, et a toujours caractérisé la création dans l'industrie culturelle du cinéma et de l'audiovisuel en Europe. Les capacités économiques du financement même des œuvres audiovisuelles européennes sont basées sur la diversité culturelle et territoriale et seront fortement mises en cause si le secteur audiovisuel n'est pas totalement exclu des négociations de libre-échange. Ne sacrifiez pas tout le secteur sur l'autel du rêve d'un marché unique qui n'existera jamais tel quel pour la culture dont la richesse consiste précisément en sa diversité. La culture n'est pas une marchandise !